

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 MARS 1920.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1920 ⁽¹⁾

Tableau II. — Dotations.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. DRÈZE.

MESSIEURS,

Le Budget de ce Département pour 1920 ne comporte plus les distinctions qu'établissait celui de 1919 entre les « dépenses de l'exercice » et les « dépenses arriérées », ni entre les « dépenses provoquées par la guerre », et les « dépenses normales ».

Il résulte du tableau de développement que les crédits demandés pour 1920, en vue de dépenses que nous pouvons qualifier de « normales », en dépit de leurs majorations exceptionnelles, s'élèvent en 1920 à fr. 7,378,800 »

Savoir :

Liste civile	fr. 3,300,000	»
Sénat	757,000	»
Chambre des Représentants	1,851,800	»
Cour des Comptes	1,470,000	»

⁽¹⁾ Budget, n° 56.

⁽²⁾ La Section centrale, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. CARTON DE WIART, MECHÉLYNCK et BERTRAND, *vice-présidents*; BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SÉLYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM et WAUWERMANS.

Tandis qu'elles s'élevaient en 1919 à 6,215,000 »

Savoir :

Liste civile fr. 3,300,000 »

Sénat 473,000 »

Chambre des Représentants . . . 1,600,000 »

Cour des Comptes. 842,000 »

Les augmentations s'élèvent donc pour :

le Sénat à fr. 284,000 »

la Chambre des Représentants . . 254,800 »

la Cour des Comptes 628,000 »

SOIT AU TOTAL. . . fr. 1,163,800 »

*
* *

Cette différence s'explique par la hausse générale des prix, le renchérissement du coût de la main-d'œuvre, des matières premières et des impressions, le surcroît des dépenses imprévues, par les accroissements réglementaires des traitements, et, en ce qui concerne particulièrement la Cour des Comptes, à raison de ce que :

1° Antérieurement à l'élection du 29 janvier 1919, le nombre des membres de la Cour était incomplet, soit une différence en plus pour 1920 de fr. 4,800 »

2° La subvention de vie chère octroyée aux membres de la Cour, seule dépense du Budget de 1920 provoquée par la guerre et comprise dans l'article 9 du Budget de 1919, soit une différence de 18,720 »

3° L'augmentation résultant du relèvement des traitements, de l'octroi d'indemnités de résidence, de l'accroissement du nombre des employés et de l'admission des nettoyeuses dans le cadre du personnel, soit une différence de 566,480 »

Sénat et Chambre.

La Section centrale a jugé indispensables et urgents l'aménagement et l'extension des locaux de la Chambre.

L'honorable rapporteur du Budget des Dotations pour 1919 signalait que les démarches réitérées faites auprès des Gouvernements qui s'étaient succédé, en vue d'aboutir à cette amélioration, étaient demeurées vaines, de même que les instances nombreuses de nos honorables questeurs n'avaient obtenu aucun résultat.

Il ne paraît cependant pas contestable que les travaux auxquels les parlementaires sont astreints, matin, midi et soir, ont pris un développement et une importance inconnus avant la guerre.

Il paraît aussi impossible de méconnaître les avantages considérables que l'on retirerait de locaux convenablement aménagés, mieux concentrés et distribués, d'un restaurant confortable et suffisant, qui permettraient de réaliser des économies de temps considérables et de se consacrer plus facilement et davantage encore à l'étude et à la solution des questions parlementaires.

Sans tenir compte de la réalisation possible du projet déjà esquissé en 1919 par l'honorable M. Vilain, d'affecter une partie des bâtiments de la rue Beyaert, à la résidence de M. le Président de la Chambre, à l'usage des parlementaires et, ainsi qu'un membre de la Section l'a fait observer, à l'installation de secrétariats que certains groupes désireraient organiser et installer dans le Palais de la Nation.

La Section insiste donc pour que le Gouvernement et MM. les Questeurs reprennent l'étude de ces différentes questions : la régularité, la facilité et partant le rendement du travail parlementaire dépendant, en partie, de leur solution.

Cour des Comptes.

En ce qui concerne le personnel et la Cour des Comptes, le nombre en a été arrêté ainsi qu'il suit :

PERSONNEL DES BUREAUX.	Nombre d'agents au 1 ^{er} janvier 1920.	Traitements par an.
<i>Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service :</i>		
Directeur, sous-directeur chef de service	8	10,165 à 11,415
Chef des services du greffe	1	10,165
Sous-directeur	7	9,540 à 10,165
Chef de bureau.	13	7,665 à 8,290
Vérificateur.	80	3,600 à 7,290
Commis-chef, commis et commis dactylographe.	26	3,300 à 8,915
Huissier-chef, huissier-concierge, huissier, mes- sager, feutier et nettoyeuse	31	1,600 à 7,265
Traitements de disponibilité. — Travaux extraordinaires, emplois vacants et nouveaux, promotions et augmentations éventuelles. Indemnités de résidence.		

La 6^e Section et la Section centrale ont constaté une augmentation de personnel qui se chiffre, eu égard au recensement de 1911, par 50 %.

(166 au 1^{er} janvier 1920 contre 117 en 1911) et renouvelle malgré cela, au début du présent exercice, l'observation qu'elle présentait en 1919, à savoir « qu'il y aurait péril à ne pas procéder encore à son augmentation ».

Elle ajoute que ses locaux et installations sont manifestement insuffisants et que la distribution et l'organisation du travail en exigeront l'aggrandissement et l'amélioration.

Les travaux de la Cour des Comptes ne font que croître en importance et en difficultés; des arriérés et des lacunes dans l'examen et la reddition des comptes perdurent regrettablement, tels la comptabilité du Havre et les comptes de l'occupation.

Et le Parlement, ainsi que plusieurs membres de la Section y ont insisté, ne peut être assez soucieux de mettre la Cour des Comptes, son organisme de vérification, à même d'exercer le contrôle complet et régulier des comptes des recettes et dépenses de l'État.

Enfin, la Section centrale reproduit encore actuellement le vœu qu'elle exprimait en 1919, de voir la Législature examiner et discuter sans plus de retard le projet de loi déposé le 25 juillet 1913 par MM. Lamborelle, Masson, Claes, Buyl, Mansart et Bertrand, qui tend à la création d'une deuxième Chambre à la Cour des Comptes.

Le Rapporteur,

J. DRÈZE.

Le Président,

ÉMILE BRUNET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 MAART 1920.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1920 ⁽¹⁾

Tabel II. — Dotatiën.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **DREZE**

MIJNE HEEREN,

In de Begrooting van dit Departement voor 1920 wordt niet meer het onderscheid gemaakt, dat in die voor 1919 nog voorkwam tusschen de « uitgaven van het dienstjaar » en de « achterstallige uitgaven », noch tusschen de « uitgaven door den oorlog veroorzaakt » en de « normale uitgaven ».

Uit den toelichtenden staat blijkt dat de voor 1920 aangevraagde credieten met het oog op de uitgaven, welke wij « normale » kunnen heeten, ondanks hunne uitzonderlijke vermeerderingen, in 1920 de som bereiken van. fr. 7,378,800 »

Namelijk :

Civiele lijst.	fr. 3,300,000 »
Senaat	757,000 »
Kamer der Volksvertegenwoordigers	4,851,800 »
Rekenhof	1,470.000 »

(1) Begrooting, n^o 36.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer BRUNET, bestond uit de heeren CARTON DE WIART, MECHELYNCK en BERTRAND, *ondervoorzitters*; BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SÉLYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DREZE, HALLET, HOUTART, HUTSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM en WAUWERMANS.

Terwijl die credieten voor 1919 de som bereikten van fr. 6,213,000 »

Namelijke :

Civiele lijst fr. 3,300,000 »

Senaat 473,000 »

Kamer der Volksvertegenwoordigers. 1,600,000 »

Rekenhof 842,000 »

De vermeerderingen bedragen dus :

Senaat fr. 284,000 »

Kamer der Volksvertegenwoordigers. 251,800 »

Rekenhof 628,000 »

OF TE ZAMEN . . . fr. 1,163,800 »

*
* *

Dit verschil wordt verklaard door de algemeene prijsstijging, het duurder worden van den handenarbeid, van de grondstoffen en het drukwerk, de toeneming der onvoorziene uitgaven, door de reglementaire weddeverhoogingen en, wat inzonderheid het Rekenhof aangaat, door de volgende redenen :

1^o Vóór de benoemingen van 29 Januari 1919 waren de leden van het Rekenhof niet in volledig getal ; daaruit volgt voor 1920 eene verhooging van fr. 4,800 »

2^o De duurtelbijslag, verleend aan de leden van het Hof, was de eenige uitgave der Begrooting voor 1920, door den oorlog veroorzaakt en voorkomende in artikel 9 der Begrooting voor 1919, hetzij een verschil van 18,720 »

3^o De vermeerdering wegens de weddeverhooging, de toekenning van huishuurvergoedingen, den aangroei der schoonmaaksters in het kader van het personeel, hetzij een verschil van 566,480 »

Senaat en Kamer.

De Middenafdeeling achtte het noozakelijk en hoogdringend, de lokalen der Kamer behoorlijk in te richten en uit te breiden.

De achtbare verslaggever over de begrooting der dotatiën van 1919 deed opmerken dat de herhaalde stappen, die bij de opeenvolgende Regeeringen werden gedaan ten einde deze verbeteringen te bekomen, vruchteloos waren gebleven en dat de talrijke pogingen van onze achtbare quaestoren ook tot geen uitkomst hadden geleid.

Het komt nochtans onbetwistbaar voor, dat de werkzaamheden, waartoe de Kamerleden gehouden zijn, 's morgens, 's middags en 's avonds, een vóór den oorlog ongekende uitbreiding en belangrijkheid hebben gekregen.

Men kan evenmin de aanzienlijke voordeelen ontkennen, welke men zou bekomen indien de lokalen behoorlijk ingericht, beter vereenigd en verdeeld waren, indien men er beschikte over een aangename en behoorlijke restauratie, waardoor men veel tijd kon uitsparen en zich beter en voordeliger toewijden aan de studie en de oplossing van de parlementaire vraagstukken.

Dit alles onverminderd de mogelijke uitvoering van het plan, hetwelk in 1919 door den achtbaren heer Vilain werd geschetst en hierin bestaat, dat een gedeelte van de gebouwen der Beyaertstraat, thans bestemd tot verblijf van den Voorzitter der Kamer, ter beschikking zou gesteld worden van de Kamerleden en, zooals een lid der Afdeeling het deed opmerken, zou dienen tot vestiging van secretariaten welke sommige groepen in het Paleis der Natie zouden verlangen in te richten en te vestigen.

De Middenafdeeling dringt dus aan opdat de Regeering en de heeren Quaestoren het onderzoek van deze onderscheidene punten opnieuw aanvatten : de regelmatigheid, de gemakkelijheid en dienvolgens de voortbrenging van den parlementairen arbeid hangen van hunne oplossing af.

Rekenhof.

Wat het personeel van het Rekenhof betreft, werd het getal daarvan aldus vastgesteld :

PERSONEEL DER BUREELEN.	Aantal beambten op 1 Januari 1920.	Jaarwedden.
<i>Jaarwedden der ambtenaren, beambten en dienslieden :</i>		
Bestuurder, onderbestuurder hoofd van den dienst	8	10,165 tot 11,415
Hoofd van de griffiediensten	1	10,165
Onderbestuurder	7	9,540 tot 10,165
Bureelhoofd	13	7,665 tot 8,290
Verificateur	80	3,600 tot 7,290
Hoofdklerk, klerk en klerk-dactylo	26	3,300 tot 8,918
Hoofd deurwaarder, deurwaarder-huisbezo- ger, deurwaarder, bode, vuurverzorger en schoonmaakster	31	1,600 tot 7,265
Jaarwedden van terbeschikking. — Buitengewone werken, openstaande en nieuwe betrekkingen, mogelijke bevorderingen en verhoogen. Huishuurvergoedingen.		

De 6^{de} Afdeeling en de Middenafdeeling stelden eene vermeerdering van het personeel vast, welke, ten aanzien van de optelling in 1911, 50 t. h.

bereikt (166 op 1 Januari 1920 tegen 117 in 1911) en, bij de aanvang van dit dienstjaar, hernieuwt zij de opmerking in 1919 uitgebracht, namelijk « dat het zeer gevaarlijk zijn zou niet tot die vermeerdering over te gaan ».

Zij voegt er bij dat zijne lokalen en inrichtingen blijkbaar ontoereikend zijn en dat de vergrooting en de verbetering er van noodig zijn in het belang van de verdeeling en de regeling van het werk.

De werkzaamheden van het Rekenhof worden steeds meer belangrijk en moeilijk; achterstand en leemten in het onderzoek en in het overleggen van rekeningen, namelijk van de boekhouding van Le Havre en van de rekeningen der bezetting, duren, jammer genoeg, voort.

Het Parlement, zooals verscheidene leden der Afdeeling er op aandrongen, kan zich niet bezorgd genoeg toonen om het Rekenhof, zijn verificatiedienst, in de mogelijkheid te stellen om de rekeningen der ontvangsten en uitgaven van den Staat volledig en geregeld na te zien.

Eindelijk, evenals in 1919, uit de Middenafdeeling den wensch, dat de wetgever het wetsvoorstel, op 25 Juli 1913 ingediend door de heeren Lamborelle, Masson, Claes, Buyt, Mansart en Bertrand, strekkende tot het oprichten van een tweede Kamer in het Rekenhof, onverwijld zou onderzoeken en behandelen.

De Verslaggever,

J. DRÈZE.

De Voorzitter,

ÉMILE BRUNET.

